

ENTREPRISES

# L'avenir est au plurilinguisme

● Les préoccupations d'ordre linguistique induites par la mondialisation présentent une problématique conceptuelle de la communication.

Taghit  
De notre envoyé spécial

Interrogés en marge du symposium international sur le management et les stratégies linguistiques qui s'est tenu les 17 et 18 avril derniers à Taghit (Béchar), quelques chercheurs ont bien voulu répondre à nos questions tournant autour de la problématique des langues face aux exigences de la communication dans le contexte du marché et de la mondialisation qui incitent au pluralisme linguistique.

**Abdenasser Djabi (chercheur au CREAD)**

Les chaînes de télévision de certains pays du Golfe ont réhabilité l'arabe en tant que langue de communication, la réhabilitation n'a pas porté uniquement sur la forme mais aussi sur le fond avec notamment des améliorations au plan de l'esthétique et de l'image, mais également au niveau du contenu qui fait apparaître davantage d'objectivité et de professionnalisme. Si on s'en tient à l'usage qui est fait de la langue arabe on constate qu'une chaîne comme El Djazira a réussi à donner une belle image de l'arabe moderne et professionnel devenu plus accessible. Elle a apporté la preuve que l'arabe peut devenir une langue de communication moderne dans le domaine de l'information. Une langue qui n'a rien à voir avec celle trop classique qu'utilise notre chaîne de télévision qui a besoin non seulement de revoir sa manière de communiquer mais également l'objectivité des informations qu'elle distille.

Et on se pose la question de savoir pourquoi notre chaîne de télévision mais également la radio persistent dans le choix d'un arabe que même les chaînes des pays arabes ne pratiquent pas. On ne peut pas être plus Arabe que les Syriens, les Egyptiens ou les Jordaniens ! On doit se rendre à l'évidence que notre rapport à l'arabe est à bien des égards pathologique.

**Mohamed Benguerma (chercheur au CREAD)**

Une étude sur la perception de la privatisation par les travailleurs des entreprises concernées que nous venons de terminer a montré à quel point la communication est importante et à quel point sa défaillance peut éloigner, voire compromettre des objectifs visés (désinformation, suspicieux,



Le message n'est jamais mieux reçu que s'il est véhiculé par une langue qu'on comprend.

rumeur, non-adhésion, etc.). La communication qui peut se faire sous forme écrite ou orale pose le problème de l'adaptation de la langue d'information aux catégories socioprofessionnelles auxquelles on s'adresse. Ne pas communiquer dans les langues qu'ils comprennent (arabe dialectal, berbère, français) c'est rater l'occasion de faire adhérer un maximum de travailleurs aux projets envisagés. Il faut absolument veiller à ce que le message leur parvienne dans la langue qu'ils comprennent.

**Mustapha Madi (chercheur au CREAD)**

La langue arabe n'a pas besoin d'être défendue, elle peut se défendre toute seule. Son problème vient du fait qu'à un moment donné le pouvoir a dérogé, sans tenir compte de la demande sociale, des tâches précises pour chacune des langues pratiquées en Algérie. Il a donné aux arabophones l'école et aux francophones l'entreprise. Le berbère a, quant à lui, été cantonné dans le folklore.

On n'a donc pas eu le courage d'aborder la question linguistique de manière objective ce qui fait que l'Algérie est, aujourd'hui, le seul pays arabe qui a un malaise avec les langues. Alors que l'université est par définition multilingue, l'université algérienne a été transformée du fait de la gestion idéologique du problème linguistique en une université monolingue. Elle

est la seule au monde à être dans cette situation. Il faut à tout prix sous-tendre l'usage d'une langue par une demande sociale à défaut de quoi les gens se rabattraient sur les «langues du pain» que sont le français et l'anglais. Et on pourrait même assister dans un proche avenir à une compétition en ces deux langues. Faute de demande sociale, le tamazight, voire la langue arabe pourraient être condamnés à disparaître ou au mieux, à être confinés dans le strict domaine culturel.

**Mustapha Haddab (professeur, université d'Alger)**

Je pense que le pluralisme linguistique a de beaux jours devant lui, car il y a déjà, et à l'avenir il y aura encore plus, multiplicité des dimensions culturelles et professionnelles qui imposent la nécessité du plurilinguisme.

L'équilibre même de l'intellectuel impliquera à l'avenir qu'il puisse être en contact avec les productions internationales et qu'il soit lui aussi capable de contribuer aux échanges et aux innovations. Il doit de surcroît être en mesure de s'exprimer avec toutes les composantes de sa société et pour ce faire, il ne doit pas se contenter des langues dites scolaires mais également les langues populaires pour pouvoir établir des échanges en fonction des locuteurs auxquels il aura affaire.

N. G.

MANAGEMENT

# Un "Davos" algérien El Oued

L'édition 2003 du symposium international d'El Oued, qui sera organisé par l'ISG (3 et 4 mai), verra la participation de la fine fleur de l'élite managériale algérienne. La thématique «Codéveloppement Etats-Entreprises» sera développée par des sommités universitaires internationales, des ministres et des experts nationaux. La réussite de la précédente édition du Symposium d'El Oued a incité les initiateurs de cette rencontre à augmenter la cadence et à aller carrément vers sa consécration comme le futur «rendez-vous» des acteurs et décideurs de l'économie et de la stratégie de développement, d'une part et des universitaires, chercheurs et experts nationaux et internationaux, d'autre part.

En fait, y aller directement vers un «Davos» algérien... Une sorte de rendez-vous annuel, où les uns et les autres, outre le fait de se rencontrer, auront tout le loisir de participer aux débats de l'heure et de répondre ainsi aux questions lancinantes des uns et des autres qui ne cessent, ces dernières années, de s'interroger non seulement sur les problèmes inhérents à leurs entreprises, mais y aller au-delà en s'interrogeant et pourquoi pas, en s'imprégnant des nouvelles réalités de l'économie mondiale.

Les enjeux qu'elles induisent, et les bouleversements qu'elles suscitent et qui se répercutent sur tous les marchés et toutes les entités aussi «éloignées» soient-elles. «Les entreprises algériennes doivent faire face à deux transformations. Elles doivent poursuivre leur adaptation aux règles de la commercialité, imposées par les réformes. Elles doivent, en même temps, se préparer aux enjeux de la compétitivité mondiale, dictés par la globalisation des marchés. Quels que soient les efforts et l'intelligence qu'elles pourront déployer, elles ne pourront pas réussir seules leur adaptation. Aussi, tout comme les stratégies d'entreprises, les politiques gouvernementales de développement devront-elles intégrer les nouvelles données du contexte de mondialisation. En mettant en œuvre de nouvelles règles de gouvernance du territoire, les Etats peuvent devenir des vecteurs essentiels de co-

production de valeur avec les entreprises.» Le deuxième symposium d'El Oued s'attachera précisément à cerner les contours de ce codéveloppement Etats-Entreprises qui vise à la création de la valeur dans le cadre de la libéralisation des marchés.

C'est là l'objectif, du moins, de M. Benabdeslam, principal animateur et initiateur de ce rendez-vous haut en couleur et de haute facture, renouveau, il est vrai, par la présence et le soutien actif des managers ayant fait leurs preuves, à l'image des Rabrah, Bouabdellah, Mehri, Benounis, Djedidi, Agsous et d'autres qui tiennent actuellement à s'y impliquer, en l'occurrence les Ezzaïmi, Zetchi, Chetith, Sütü, Peghouli, Bouayacoub, Maghaoui, Hadjas, Benganhem, Remini, Cherfaoui et d'autres encore. Ce symposium, outre le fait d'attirer l'intérêt des managers et décideurs nationaux, est aussi un centre d'intérêt des étrangers.

Une flopée de personnalités étrangères, outre des ambassadeurs, y seront du rendez-vous : Eric Briys, président de Cyber Libris ; Michel Ghertman, professeur de stratégie à HEC Paris ; Eric Cornuel, general director d'European foundation for management development ; Pierre Morlière, président Pronaos ; Gilles Garcia, responsable département entreprises à la Banque mondiale-Paris ; Jean-Paul Laron, HEC ; et Luis Puges, Esade (Barcelone). Les interventions centrées sur la problématique de ce symposium seront animées par Sid Ahmed Ghozali (ancien Premier ministre), Abdelatif Benachenhou, Mohamed Lyassine (ancien ministre, consultant), Réda Hamiani (vice-président du FCE), Sami Hadad (SFI, BM), Eric Briys (Cyber Libris), Djamel Mostefaï (Banque mondiale, Algérie) Jean-Marie Pinen (KPMG Algérie) et Pierre Morlière (Pronaos).

La réussite de cette rencontre incitera sans nul doute les principaux initiateurs à tout entreprendre pour assurer définitivement ce rendez-vous annuel et résorber un vide sidéral, pour ce genre de forums dramatiquement vécus par tous. Alors, un «Davos» algérien ?

K. C.



**المعرض الثالث للإنتاج الوطني - سمرنا قسنطينة**

**SOMEX INTERNATIONAL & C.C.I.R RHUMMEL CONSTANTINE Organisent**

la 3<sup>ème</sup> foire de la production nationale à CONSTANTINE

**F.P.N "CIRTA" 2003**

du 21 au 30 Mai 2003

Centre des expositions le POLYgone Zone Industrielle de Palnea

L'exposition est ouverte à tous les secteurs d'activité tels que:

L'agroalimentaire, l'agriculture, les industries manufacturières, chimiques, pétrochimiques, électroniques - électriques, mécaniques, équipements industriels, équipements agricoles, hydraulique, biens de consommation et services.

Pour toute information ou inscription : Société Maghrébine d'Exposition International

**SOMEX INTERNATIONAL**

S'ège social : 32 Ha El Hecous Ain Tays Algier

TEL: 021 86 87 56 / 86 73 28 Fax : 021 86 76 48 GSM : 070 90 90 38 - 070 71 99 97

Chambre de commerce et d'industrie RHUMMEL

TEL: 021 93 59 23 / 021 93 19 65 Fax : 021 93 78 87